

Les réseaux électroniques et leur impact sur la communication politique

Khettaoui Mohammed

Maître de Conférence-Université d'Alger 3
mkhettaoui@yahoo.fr

Résumé :

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), les réseaux sociaux via le web ont considérablement évolué au point de bouleverser notre vie quotidienne. Ces innovations ont suscité une transformation considérable et un débat permanent dans la société. Généralisé dans le monde professionnel et politique, les TIC sont utilisés par un nombre toujours croissant d'une population cosmopolite. Ce qui a focalisé l'attention sur cette technologie durant la dernière décennie, c'est d'abord son rôle primordial dans les réseaux d'information aussi bien dans la sphère politique, économique que sociale.

Nous vivons dans une ère de mutation où l'accès à l'information et à la communication qui, auparavant dépendaient d'un seul lieu et d'un seul moment fixés par les pouvoirs publics ou par l'autorité, sont désormais complètement hors du champ habituel de diffusion. Avec l'avènement de l'internet et des chaînes privées de diffusion, la communication et l'accès à l'information sont obtenus et réalisés n'importe où, sans lieu fixe et sans délai fixe. Ce sont toutes les catégories d'internautes qui peuvent avoir leur espace d'expression. Ce qui a favorisé un développement de l'information à une vitesse considérable, enregistré une véritable révolution dans la communication et suscité un grand intérêt de la part des médias, des scientifiques, des politologues, économistes, historiens, chercheurs, voire d'individus de toute nature.

Sur le plan politique, les médias avaient autrefois le pouvoir décisionnel, un pouvoir imposé et avaient l'habitude de jouer un rôle décisif dans la détermination des thèmes autour desquels s'instauraient les débats programmés selon la politique gouvernementale et les humeurs du moment. L'opinion publique s'est forgée de plus en plus des espaces d'expression et de communication propre à elle, défiant tout contrôle et toute censure ou l'outil internet, notamment Facebook, Twitter et MySpace, par exemple, semblent s'imposer en maîtres incontournables de l'information et de la communication. Difficile de s'en passer pour organiser sa vie. Mais qu'est-ce qui se dissimule exactement derrière cette nouvelle technologie? Est-ce un réel espace de liberté et de parole qui sonnerait le glas des médias traditionnels ?

Lors des dernières campagnes présidentielles, législatives et locales dans les pays occidentaux, et notamment aux USA, l'outil Internet a pris une place considérable dans leurs campagnes, nous incitant à nous interroger sur sa place dans le monde politique. L'Internet s'impose désormais dans les campagnes électorales, génère de nouvelles relations entre les élus et les électeurs, mais c'est réellement à partir de 2002 que les partis politiques ont commencé à apprivoiser les outils d'Internet tels que les sites et les forums ; cet outil a pris forme durant la campagne du référendum sur la constitution européenne.

Par ailleurs, l'Internet en général, n'est pas uniquement un outil de dialogue, de communication et d'échange d'information, mais aussi une arme de combat du citoyen au service du changement politique, du changement de l'ordre établi.

Ce qui est certain, c'est qu'Internet et les réseaux sociaux qu'il abrite – Facebook, Twitter, YouTube,...sont de formidables vecteurs de mobilisation de nos jours. Par leur instantanéité et par la diversité de points de vue offerts en image, ces moyens de communication ont permis à des révoltes de prendre corps et d'essaimer des populations entières exprimant leur colère à des régimes en place: c'est notamment la diffusion de vidéos de manifestants tabassés par les forces de police qui a contribué à la mobilisation de milliers de Tunisiens. Les réseaux sociaux permettent donc un accès quasi instantané à des informations que le pouvoir en place aurait voulu cacher, ce qu'il peut faire avec les médias traditionnels qu'il contrôle dans des pays où la liberté de la presse est réduite. Ces réseaux facilitent aussi l'organisation des manifestations, ce qui permet de communiquer rapidement à l'ensemble d'une population les lieux et heures de ralliement. Ce qui a en effet conduit à la chute des régimes de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Egypte et de Kadhafi en Libye, sans parler des événements sanglants en images sur la Syrie.

Il est donc indéniable de dire que l'effervescence créée dans des forums de discussions et à travers les réseaux sociaux a effectivement réussi à gagner le domaine d'un autre débat politique autrefois méconnu du système de communication traditionnelle. Il est donc démontré par de nombreux commentateurs que les derniers événements de ce qu'on a appelé « le printemps arabe » ont connu un rôle mobilisateur des réseaux sociaux. Pour beaucoup, ces insurrections auraient-elles été possibles sans les moyens offerts aujourd'hui par ces nouvelles technologies ? Internet est-il en train de révolutionner l'action politique ? À la lecture des événements récents, il est légitime de se poser la question.

Les réseaux électroniques et leur impact sur la communication politique

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), les réseaux sociaux via le web ont considérablement évolué au point de bouleverser notre vie quotidienne. Ces innovations ont suscité une transformation considérable et un débat permanent dans la société. Généralisé dans le monde professionnel et politique, les TIC sont utilisés par un nombre toujours croissant dans la population cosmopolite de la société, et ce, à tous les niveaux. Ce qui a focalisé l'attention sur cette technologie durant la dernière décennie, c'est d'abord son rôle primordial dans les réseaux d'information aussi bien dans la sphère politique, économique que sociale.

Nous vivons dans une ère de mutation où l'accès à l'information et à la communication qui, auparavant dépendaient d'un seul lieu et d'un seul moment fixés par les pouvoirs publics ou par l'autorité, sont désormais complètement hors du champ habituel de diffusion. Avec l'avènement de ces techniques et surtout de l'internet et des chaînes privées de diffusion, la communication et l'accès à l'information sont obtenus et réalisés n'importe où, sans lieu fixe et sans délai fixe. Ce sont toutes les catégories d'internautes qui peuvent avoir leur espace d'expression. Ce qui a favorisé un développement de l'information et de la communication à une vitesse considérable.

Les réseaux sociaux numériques constituent une révolution dans le monde de l'information et suscitent un grand intérêt de la part des médias, des scientifiques, des politologues, économistes, historiens, chercheurs, voire d'individus de toute nature.

Il a fallu 38 ans à la radio pour toucher 500 millions d'utilisateurs, 15 ans à la télévision pour avoir une diffusion générale, et seulement 5 ans à Internet pour développer pour tisser son réseau « d'araignée » ... Tandis que Facebook a conquis 100 millions de membres en moins de 9 mois et se trouve aujourd'hui englobant une population de plus de 600 millions ; ce qui le classe comme étant le « 3^e pays du monde » après la Chine et l'Inde sur le plan démographique ! D'abord destinés aux individus désireux de prolonger ou de nouer des relations, les réseaux sociaux ne peuvent plus aujourd'hui être ignorés des entreprises, des Etats ou des puissantes associations.

Sur le plan politique, les médias avaient autrefois le pouvoir décisionnel, un pouvoir de censure, un pouvoir imposé, un pouvoir d'opinion, et avaient l'habitude de jouer un rôle décisif dans la détermination des thèmes autour desquels s'instauraient les débats programmés selon la politique gouvernementale ou de l'autorité centrale et des humeurs du moment. L'opinion publique se forge de plus en plus des espaces d'expression et de communication propre à elle, défiant tout contrôle et toute censure ou Facebook, Twitter et MySpace, par exemple, semblent s'inscrire dans sa mise en visibilité dépassant tout espace de communication traditionnelle.

L'incontournable déferlante des réseaux sociaux sur Internet s'est imposée en un temps record. Difficile de s'en passer pour organiser sa vie. Ce fut une véritable révolution de l'information. Mais qu'est-ce qui se dissimule exactement derrière cette mystérieuse technologie dans le domaine politique plus spécialement ? Un réel espace de liberté et de parole qui sonnerait le glas des médias traditionnels ?

La communication politique apparaît alors comme « l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique à travers des sondages ». Cette définition insiste sur l'idée d'interaction de discours tenus par des acteurs qui n'ont ni le même statut ni la même légitimité mais qui, de par leurs positions respectives

dans l'espace public, constituent en réalité la condition de fonctionnement de la démocratie de masse (3). Cette interaction n'est possible que dans le cadre d'une démocratie, reconnaissant le droit à l'expression et l'égalité des opinions, qui modèlent les nouveaux contours de la politique.

L'irruption d'Internet dans la communication politique a profondément bouleversé les relations entre les médias traditionnels et les hommes politiques. L'espace public tel qu'on le connaissait jusqu'alors a changé : de nouveaux acteurs politiques communicants sont apparus, et les acteurs déjà présents ont dû modifier leurs modes de communication (2). La communication politique sur Internet passe par deux modalités : une première communication, officielle, émanant des partis ou des candidats, respecte à la fois la loi et les règles tacites de respect et de bienséance qui sont l'usage dans le milieu politique ; mais il existe également une autre communication, qui peut être nettement plus agressive, et utiliser des moyens d'attaque parfaitement illégaux des adversaires politiques, ce qui est alors plutôt le fait de militants motivés ou de sphères de e-militants (1). Internet est donc à la fois un outil de dialogue et une arme de combat au service du politique.

Lors des dernières campagnes présidentielles, législatives et municipales en Europe, l'outil Internet a pris une place considérable, nous incitant à nous interroger sur sa place dans le monde politique. L'Internet s'impose dans les campagnes électorales, génère de nouvelles relations entre les élus et les électeurs, mais c'est réellement à partir de 2002 que les partis politiques ont commencé à apprivoiser les outils d'Internet tels que les sites et les forums ; l'événement fondateur de l'utilisation de cette forme de communication étant la campagne pour le « oui » au référendum sur la constitution européenne. Une vague de protestation couvait sur la toile sans pourtant être relayée de manière visible sur les supports de communication classique.

Après le résultat négatif exprimé lors du vote, des chercheurs ont analysé l'impact qu'avait eu l'Internet sur cette prise de position contestataire massive. Les journalistes et analystes ont ausculté la campagne en ligne en s'interrogeant sur l'impact d'Internet sur le résultat final du scrutin, et sur la nouvelle donne que celui-ci a ouvert sur le comportement et les usages des acteurs clefs de la campagne.

Comme chacun le sait, le web constitue un moyen idéal de communication par sa rapidité et sa prédisposition à toucher un large public. Si Barack Obama avait gagné la bataille du net en 2008, ses adversaires ne se seront pas fait prier pour s'en inspirer et adopter une stratégie similaire cette année. Ce qui a changé en 2012, c'est le nombre d'utilisateurs de réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter. A ce jour, près de 2/3 des Américains sont présents sur les réseaux sociaux, soit deux fois plus qu'en 2008, une aubaine pour la campagne, soit en l'espace de 4 ans seulement .

Cependant, l'impact médiatique de Barack Obama n'est pas comparable à celui de son adversaire en 2012. Si la campagne se jouait au nombre de likes et de followers, on connaîtrait déjà le nom du gagnant. En effet, Barack Obama comptait, au 27 août 2012, 18 929 484 followers, 27 973 944 fans sur Facebook, 19 994 054 friends sur Google+, et 213 200 abonnés sur Youtube tandis que Mitt Romney possédait 918 734 followers, 5 164 348 fans sur Facebook, 894 537 friends sur Google+, et 15 804 abonnés sur Youtube. Il faut cependant noter que ces chiffres ne sont pas seulement propres à la population américaine mais au monde entier.

L'expansion de l'internet est portée par une vague de fond dont on n'a pas fini de mesurer l'ampleur et la force, surtout sur le plan politique. Donc, cette nouvelle technologie est particulièrement favorable à un dépassement de l'espace « public classique » que nous avons connu jusque-là.

Aujourd'hui, entre 500 et 600 millions d'internautes se croisent sur Facebook. Un réseau social créé par un étudiant, Mark Zuckerberg qui était, à l'origine, destiné aux étudiants de

l'Université américaine Harvard, un logiciel devenu en quelques années, le deuxième site le plus visité au monde. Ce dernier doit son succès aux différentes applications qu'il propose.

L'État doit donc intervenir pour favoriser une véritable synergie entre les différents enjeux, il ne doit pas laisser aux seules forces du marché le soin de définir quelle sera la société de l'information. Ainsi, il importe que cet immense potentiel soit maîtrisé pour être en mesure de combattre l'exclusion grandissante de portions de plus en plus importantes de la population.

Tous les pays qui ont connu une avance formidable dans cet élan de l'information électronique sont condamnés à innover dans cette technologie et faire avec aussi bien dans le domaine socio-économique que politique s'il veulent se tailler une place dans cette nouvelle société et s'adapter à ses exigences.

Les internautes ont pris le pouvoir ! se disent les spécialistes de l'information. Véritables acteurs de la toile, ils ne sont plus passifs mais font désormais partie d'un système collaboratif alimenté par ses utilisateurs : annoter et partager des photos ou des vidéos, commenter ce que les autres écrivent sur leur blog, personnaliser sa façon de consulter l'actualité... Tout cela est maintenant possible et se résume en un mot : Web 2.0.

En Afrique, les pays ont également connu une modification de leur paysage avec l'instauration du multipartisme. En même temps s'est instaurée progressivement une culture démocratique marquée par une participation de la société civile à la vie politique du pays, et l'ouverture du paysage médiatique jusqu'alors couvert par les seuls médias de l'Etat.

Certains pays d'Afrique ont amorcé un processus de changement politique et économique, processus marqué par un développement axé sur la diversification économique et l'utilisation de toutes les ressources disponibles et par la mise en place progressive d'un Etat de Droit, à travers un système politique multi partisan et démocratique, malgré la subsistance de certaines tensions ethniques et tribales; et ce, grâce à l'accès généralisé à l'Information électronique et aux chaînes satellitaires qui ont aidé à la prise de conscience des citoyens à la chose publique et aux affaires de l'Etat.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent en effet améliorer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État, ainsi que la participation à la vie démocratique dans la mesure où ils peuvent prendre part aux décisions, où les citoyens contrôlent les informations qui circulent sur eux, où la protection des renseignements personnels est assurée, et où une pluralité de points de vue s'exprime.

La nature de l'exercice politique a changé, les partis politiques se sont ouverts à tous, les citoyens se rassemblent et manifestent sur les réseaux sociaux... Mais la majorité des élus aussi bien en Europe que dans les autres pays du monde n'intègre pas encore les usages numériques dans leur activité politique d'une façon totale, peut-être seulement à un degré plus important en Amérique du Nord. Ces élus ne sont-ils pas en train de se couper de leurs citoyens ? se demandent certains auteurs spécialisés dans le domaine de la communication.

Selon le site TechPresident, site de référence sur les usages du Web en politique en particulier aux Etats-Unis, plus de 80% des députés et sénateurs américains ont un compte Twitter (86% des républicains et 75% des démocrates) quand seulement 22% des députés français en ont un, selon l'étude d'Elus 2.0 Députés et Internet : profil du député 2.0 et palmarès.

Une autre étude publiée par le Congressional Management Foundation (CMF), analyse par ailleurs les usages politiques des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, YouTube) aux Etats-Unis, et leurs impacts sur le dialogue politique entre les citoyens et leurs élus :

« (...) L'utilisation des médias sociaux transforme et change la tonalité, la vitesse et la nature du dialogue démocratique. Les rapports du Congrès avec les citoyens ont été modifiés. Les Américains qui auparavant ne participaient pas au débat de politique publique sont maintenant

engagés ; les assistants parlementaires sondent en temps réel l'opinion publique sur les questions émergentes, et les sénateurs s'ouvrent à de nouveaux processus législatifs. »

Ainsi, cette étude explique comment les réseaux sociaux font aujourd'hui partie de l'ADN de la politique américaine, permettant aux élus de comprendre les évolutions de l'opinion, en plus de rendre possible le dialogue direct avec les citoyens.

Il ne s'agit donc pas de nouveaux outils de communication venant simplement s'ajouter aux outils traditionnels de diffusion descendante d'information (presse, télévision, radio, tracts). Il s'agit d'un changement profond de l'exercice politique, tant au niveau national que local, rendu nécessaire par notre société en perpétuel mouvement.

Il faut dire que l'année 2011 a marqué l'explosion des réseaux sociaux dans le monde de l'information avec le printemps arabe, l'affaire Dominique Strauss-Kahn connue sous le diminutif de l'« affaire DSK », l'exécution de Ben Laden, le tsunami au Japon, l'explosion de la plate-forme d'exploitation pétrolière en off-shore de la compagnie BP dans le Golfe du Mexique et les retombées de cette catastrophique écologique sur les côtes américaines, les cyclones Catherina et Sandy, entre autres... Auparavant, réticents à utiliser l'information des réseaux sociaux, les journalistes ont pris conscience de cette source riche en informations qu'ils peuvent représenter à partir de cette technologie généralisée dans tous les milieux sociaux.

Pour ce qui est des révolutions arabes plus communément connues sous le titre du printemps arabe, Il y a lieu de noter que cet événement a commencé

le 17 Décembre 2010, dans un village du sud-ouest tunisien quand un vendeur ambulant de fruits et légumes se voit confisqué sa marchandise par la police tunisienne car il ne disposait pas d'autorisation officielle de vendre des fruits et légumes dans un régime policier par excellence.

Malgré la détention d'un diplôme universitaire, soutien d'une famille pauvre vivant des ressources de sa charrette de fruits et légumes, désespéré de n'avoir pu trouver un emploi digne, Mohamed Bouazizi décide de s'immoler par le feu. Gravement brûlé il décédera le 4 Janvier 2011 et sera le point de départ d'une vague de révolutions sans précédent qui s'étalera ensuite dans le monde arabe, du Maroc au Bahreïn.

En effet, le point de départ étant la Tunisie, les contestations se sont étendues en Egypte, en Libye en Syrie au Maroc, en Algérie, au Yémen ainsi qu'en Arabie Saoudite. Cependant il serait irresponsable de dire que les contestations ont eu la même ampleur dans tous ces pays:

En Tunisie, les manifestations ont conduit à la chute du Président Ben Ali au pouvoir depuis 23 ans, alors qu'en Libye la contestation a tourné en guerre civile ; ce qui a provoqué la chute du régime en place entraînant le lynchage du Leader Mouammar Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans après une guerre sans merci entre les dissidents au pouvoir et les membres du régime Kadhafi ; ce qui entraîné l'intervention des forces de l'OTAN pour venir à bout de la force de frappe du régime déchu qui a utilisé l'aviation et l'armement lourd contre la population libyenne..

Le régime du président Ben Ali, fermement implanté depuis 1987, s'effondre en l'espace d'un mois sous la pression populaire. L'étincelle tunisienne enflamme alors l'opposition égyptienne, puis cet incendie révolutionnaire se propage à d'autres pays arabes, comme la Libye, la Syrie, le Yemen ou le Bahrein.

Le mécontentement de la population tunisienne est d'autant plus grand que, deux mois auparavant, en novembre 2010, le site internet Wikileaks de Julian Assange divulgue que 50% des grandes entreprises tunisiennes sont contrôlées par le président Ben Ali et sa famille étendue.

En Egypte le scénario est à peu près semblable à celui de la Tunisie: les manifestations dans les rues ont provoqué la chute du Président déchu Hosni Moubarak mettant fin ainsi à 30 ans de règnes d'un régime militaire sans partage et l'élection par le peuple d'un président présenté par le parti des Frères Musulmans après des manifestations et des sit-in interminables dans la place « Tahrir » du Caire qui est devenue un symbole de la révolution populaire égyptienne ,et ce, grâce au rôle du Facebook, des images transmises par la chaîne satellitaire « Al-jazeera » grâce aux photos transmises par YouTube et des messages sur internet et téléphones mobiles qui ont mobilisé des millions d'Egyptiens dans les rues .

Au Yémen, les manifestations ont également brassé des millions de citoyens, toutes catégories confondues jusqu'à l'aboutissement du départ du Président Abdallah Salah au pouvoir depuis plus de 33 ans grâce à un compromis américano-saoudien signé à Riadh par l'ex-président Salah et l'opposition.

Alors que les événements sanglants qui caractérisent la situation dramatique en Syrie durent depuis plus de vingt mois, ces derniers ont pris une tournure de révolution armée dirigée par une équipe de dissidents politiques exilés avec un Conseil exécutif à l'Etranger et de dissidents militaires sur le terrain qui mènent des batailles rangées sanglantes contre le pouvoir en place, sans parler des pertes considérables en vies humaines civiles .

La Syrie est actuellement engouffrée dans une guerre civile opposant la minorité alaouite – au pouvoir avec Bashar al-Assad – et la majorité sunnite. Le combat entre les deux camps dépasse la confrontation armée : un travail de propagande pro- et anti-gouvernementale tente d'influencer aussi bien la communauté internationale que la population syrienne. Les opposants syriens diffusent des vidéos sur les réseaux sociaux pour convaincre les militaires du rang alors que les autorités montrent des vidéos de support massif de la population syrienne à Bashar al-Assad.

De même qu'au Bahreïn où la situation ne semble guère s'améliorer avec les tensions entre le pouvoir royal en place sunnite et l'opposition menée par les contestataires chiites...

Tout cela constitue, entre autres, le fruit d'un ensemble de sites internet alimentés par des cyber activistes par le biais de messages divers organisés parfois à travers des forums électroniques tout en fournissant à leurs membres des outils et interfaces d'interactions et de communication nouvelles..

Facebook privilégie à la fois une présentation individualisée de soi (statut personnel, passe-temps, goûts, photos, etc.) et une manifestation de ses relations sociales. Ainsi, lorsque l'homme politique se présente sur Facebook, il est à la fois individu (Vanbremeersch 2009) et représentant. En effet, comme d'autres dispositifs publics sur Internet, Facebook se prête facilement au jeu du marketing politique, et les hommes politiques s'en emparent avec des pratiques nouvelles qui remplacent l'âge télévisuel traditionnel permettant la diffusion de messages informationnels de taille changeante.

La majorité des images diffusées par les agences de presse – Agence France Presse, United Press, Reuters, Associated Press ou autres –, des scènes de violence autour de la place Tahrir au Caire à l'assassinat de Muammar Kadhafi en Libye, proviennent de films réalisés sur téléphones portables. Ces films sont diffusés sur internet à travers des réseaux sociaux tels que Youtube, Facebook ou Twitter à travers Al-jazeera ou Al-Arabia ou BBC ou France 24 pour ne citer que ces chaînes à grande diffusion dans le monde arabe. Les réseaux sociaux ne sont pas la cause du Printemps arabe, mais ils sont un puissant relais d'information qui ont joué un rôle primordial dans la transmission de l'information en direct et au fracas du verrou de censure et de peur jusque là imposé par les pouvoirs en place. Pour ainsi dire, les réseaux sociaux ont favorisé le Printemps arabe.

Cependant, il y a lieu de conclure en définitive, qu'avec les réseaux sociaux, la dynamique des mouvements d'opposition est certes transformée. La conclusion que le Printemps arabe ait été rendu possible grâce à ces réseaux est peut-être hâtive et encore ambiguë . Toutefois,

comme les réseaux sociaux ne sont pas toujours censurés, ces outils ont bel et bien aidé les mouvements d'opposition à s'organiser dans le jeu médiatique de propagande dans les conflits. L'interaction entre opposants et défenseurs du régime est cependant de nature stratégique, en ce sens que les différents acteurs forment leur décision en anticipation des réactions de leur adversaire.

Il n'en demeure pas moins que ces réactions peuvent prendre des formes variées, telles la censure totale des réseaux sociaux et des moyens de communication ou la censure partielle et le pistage des échanges d'informations. L'utilisation active de ces mêmes réseaux est également une clef dans la guerre d'information entre autorité et opposition. Une lecture des révolutions tunisiennes et égyptiennes, et à une moindre mesure celle de la Libye témoigne de l'influence des nouvelles technologies dans le renversement de leurs régimes. Toujours est-il que l'échec de l'instauration des mêmes conditions pour certains autres régimes tels que le Yémen ou la Syrie qui reste toujours ensanglantés avec des milliers de pertes en vies humaines et une population en exode dans les pays voisins, de même que la situation de « ni guerre ni paix » qui prévaut toujours au Bahreïn laisse présager une situation encore trouble que les réseaux sociaux n'ont malheureusement pas pu régler avec les moyens utilisés chez leurs voisins dans les autres pays arabes.

Bibliographie

Gustave Massiah, « Les insurrections révolutionnaires : Cinq premières leçons [archive] », Centre tricontinental, publié le 25 mai 2011

Claude Guibal, Tangi Salaün, L'Égypte de Tahrir : anatomie d'une révolution, Paris : Seuil, 2011. ISBN 978-2-02-103938-2

Anne Demoulin, « De Facebook à la galerie d'art, les images qui ont fait la révolution [archive] », Rue89, publié le 27 avril 2011

Interview de Philippe Droz-Vincent par Caroline Vincent, « Regard sur les sociétés civiles dans le monde arabe », Moyen-Orient, no 10 : Révolutions : le réveil du monde arabe, avril-juin 2011

Louis - Serge Real Del Sarte : « Les réseaux sociaux sur Internet » - 23 avril 2010

Jean-François Gervais : « Les internautes au pouvoir : Blogs, Réseaux sociaux, Partage de vidéos, Mashups »... 27 décembre 2006

Pierre Guillou, Fondateur du site Elus 2.0 : « Les réseaux sociaux au cœur de l'exercice politique » ; Le Monde, 02 novembre 2012

Christine Balagué, David Fayon : « Réseaux sociaux et entreprise: les bonnes pratiques », Pearson, 28/10/2011

Loïc Le Meur, fondateur de LeWeb « la réussite est une question d'état d'esprit », RMC, BFM Business www.01net.com/editorial/58159 (03-12-2012)

Jean-Marcel Bouguereau: « le printemps arabe a-t-il vraiment dit son dernier mot ? », Le Nouvel Observateur, 07-12-2012; <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/730812>

Daniel Salvatore Schiffer : « Le Printemps arabe : une saison en enfer », Le Point.fr, le 08/12/2012 ; <http://www.lepoint.fr/invites-du-point/daniel-salvatore-schiffer>